

Le Soir d'Algérie - Espace «Retraite» — e.mail : soiretraite@gmail.com

PROJETS DE NOUVELLES RÉFORMES DE RETRAITE EN ALGÉRIE

Les experts de la Banque mondiale sont de retour

Secret de Polichinelle : le système de retraite en Algérie va mal, très mal même. Le déficit financier de la CNR atteint des proportions inquiétantes. La suppression de la retraite avant 60 ans n'y changera pas grand-chose. A l'appel du gouvernement algérien, les délégations de la Banque mondiale sont de retour en Algérie pour proposer — ou imposer (?) — leurs solutions. Lecture.

Paroles de Banque mondiale. Les pays à revenu faible et intermédiaire devraient connaître un vieillissement spectaculaire de leur population, plus marqué que partout ailleurs. La prise en charge traditionnelle des personnes âgées par la famille a quasiment disparu dans la plupart des pays en développement sans que des mécanismes officiels aient été mis en place pour prendre la relève. Des transferts formels ou informels familiaux ou communautaires mal adaptés peuvent considérablement amoindrir les capacités des seniors à faire face à une maladie ou une alimentation impropre.

Dans les pays à faible revenu, un travailleur sur neuf seulement cotise à un plan de retraite ; cette proportion, qui n'a pas évolué depuis des décennies, interdit à de nombreux travailleurs de bénéficier de transferts adéquats au moment de la cessation d'activité.

Absence de couverture retraite chez les travailleurs mal payés du secteur informel

Les dépenses publiques pour les retraites ont tendance à régresser, qui concernent un nombre très restreint de travailleurs. Trop souvent, le poids financier des retraites empêche l'État de financer d'autres programmes utiles (dans la santé ou l'éducation par exemple) et lorsque les indemnités excèdent les contributions, il doit aller puiser dans les fonds provenant d'impôts plus généraux, comme la taxe sur la valeur ajoutée. Dans les pays à revenu intermédiaire, l'absence de couverture retraite est criante chez les travailleurs mal payés du secteur informel. Cette situation est aggravée par la pression démographique, qui sape peu à peu les capacités financières des systèmes de retraite. C'est le cas notamment dans les économies en transition d'Europe de l'Est et de l'ex-Union soviétique, où les retraites consti-

RETRAITES :
LA RÉFORME DÉCRYPTÉE.

tuent souvent le premier poste de dépenses pour l'État et sont l'une des causes majeures des déficits budgétaires, sachant que le vieillissement rapide de la population a réduit la proportion de jeunes actifs par rapport au nombre de retraités à indemniser.

«Promettre moins, mais fournir une protection plus fiable»

La Banque mondiale a tous les atouts pour mener les réflexions sur ces questions et collaborer

avec différents partenaires au développement dans le but d'édifier des systèmes solides de retraite dans les pays en développement. Elle a participé à la réforme de ces dispositifs dans plus de 30 pays et soutenu financièrement ces réformes dans plus de 70 pays. Jusqu'à maintenant, en Afrique, les régimes de retraite formels n'ont offert qu'une couverture limitée et peu d'incitatifs à la participation des travailleurs ; ils ont souffert de problèmes

1^{re} partie

administratifs et de gouvernance et, dans plusieurs cas, ne sont pas financièrement viables. Plusieurs pays ont mené des réformes importantes afin de trouver des solutions à ces problèmes. Dans une perspective d'avenir, les pays africains auront besoin d'une approche complète à multi-piliers, susceptible de fournir à la vaste majorité de la population en âge de travailler une protection sous forme de revenus au cours de la vieillesse, au conjoint survivant et en cas d'invalidité. Les régimes de retraite contributifs basés sur les revenus devraient être remodelés afin de promettre moins, mais de fournir une protection plus fiable.

De plus, les décideurs devraient aborder la question de l'accessibilité fiscale à long terme des régimes de retraite de la Fonction publique actuels. S'ils sont bien ciblés et financièrement abordables, les régimes de pensions sociales non contributives s'adressant aux personnes âgées vivant dans la pauvreté peuvent réduire, de façon importante, l'indigence pendant la vieillesse.

Synthèse par LSR de la «Note d'information pour la stratégie de la Banque mondiale en matière de travail et de protection sociale (2012-2022)»

COURRIER DES LECTEURS

Mis à la retraite sans être régularisé, appel au Premier ministre

J'ai l'honneur de m'adresser une énième fois à la page «Retraite» du *Soir d'Algérie*, que je remercie beaucoup pour son travail au bénéfice des retraités et pas que les retraités, pour dénoncer la bureaucratie de mon ex-employeur et toute sa hiérarchie qui m'ont mis dans une situation provisoire en attente d'être régularisé, depuis mon recrutement le 19/09/1985 jusqu'à ma mise à la retraite le 30/12/2016, malgré la lettre du chef du gouvernement en date du 07/10/2003 au ministre de ma tutelle (MESRS) se basant sur la circulaire du 11/09/2003 (CG), la Tripartite des 4 et 5/09/2003 et la loi du 27/06/1982 sur les relations de travail, jugement à l'appui. Sans oublier mes diverses et innombrables lettres à qui de droit, presse incluse.

Au lieu de me réintégrer dans le poste et le grade que j'avais obtenus par la justice (du 19/09/1985 au 10/10/1990), on me recrute comme un primo-arrivant le 1/05/2010 à un poste et un grade subalternes (contractuel), se basant sur un certificat de travail délivré en retard en 1995 par l'ex-Cous de Blida, au mépris de la loi, car n'indiquant ni mon poste ni mon grade de fonctionnaire, mais un vague poste et un grade inférieur, il n'y a que les dates qui étaient justes et, cerise sur le gâteau, comme travailleur à durée déterminée, alors que la justice avait dit : «Durée indéterminée et astreinte journalière de 100 DA.»

La bonne diligence a manqué aux gestionnaires de mon dossier administratif pour me réintégrer dans mes droits tels que stipulés par la justice, donc par la loi des relations de travail des fonctionnaires tout le long de ma carrière du

19/09/1985 au 29/12/2016. On aurait donc dû me régulariser tout simplement en me payant au poste et au grade réels ou équivalents, en soustrayant les sommes reçues «provisoirement» et en corrigeant le certificat de travail délivré en 1995. Mais ces DRH-là ont choisi la facilité en se servant de ce «faux» document : me recruter de nouveau (me casant comme contractuel), me promettant la régularisation jusqu'à ma mise à la retraite ou point de régularisation !

Le préjudice est grave : un manque à gagner tout le long de ma carrière qui aurait dû durer plus de 31 ans (et non plus de 17 ans) et un autre manque à gagner qui a déjà commencé depuis la jouissance de ma petite pension de retraite le 30/12/2016, par la faute de mon ex-employeur qui n'a pas voulu appliquer la loi. J'en appelle donc à Monsieur le Premier ministre pour mettre fin à cette grave injustice.

Abdelkader-Kamel Ouahioune

Retraite proportionnelle et années du service national

Je suis un retraité âgé de 60 ans : je suis sorti à la retraite en 2010, avec 30 ans de cotisations. Est-ce que je peux prétendre aux deux années du service national ? Merci et bonne continuation.

Atmane

RÉPONSE : Visiblement, vous avez bénéficié d'une retraite proportionnelle. La loi qui régit ce type de retraite (en fait une ordonnance présidentielle de 1997) précisait que la pension acquise était réputée définitive et non révisable. Donc, à l'âge de 60 ans, les deux années du service national ne peuvent être prises en compte.

13 réformes des retraites déjà lancées par le gouvernement grec depuis 2009...

La quatorzième a été présentée la semaine dernière au Parlement dans le projet de cadre budgétaire 2017-2021 qui prévoit de nouvelles mesures d'austérité, dont une baisse des retraites de 4,5 milliards d'euros, mais aussi une augmentation des impôts, y compris pour les revenus à la limite du seuil de pauvreté. Leur adoption est réclamée par l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) pour poursuivre le versement des prêts consentis à la Grèce en juillet 2015.

«... J'ai l'impression d'avoir été floué !»

Voici ce que pensent les retraités grecs suite à ces réformes dévastatrices. Deux témoignages parmi tant d'autres. Premier témoignage : «Il est plus facile de couper dans nos pensions que de lutter contre la corruption et l'évasion fiscale !» Costas theodorakopoulos, 70 ans. Second témoignage : «J'ai travaillé depuis mes 12 ans (...), j'ai l'impression d'avoir été floué !»

Konstantinos lionas, 72 ans

RETRAITE EN FRANCE
1 376 € de pension brute en moyenne

Les quelque 16 millions de retraités que compte la France ont touché en moyenne une pension brute mensuelle de 1 376 € en 2015, selon l'étude annuelle de la Drees (Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques).

Le montant est en hausse de 0,7% sur un an, net d'inflation. L'augmentation s'explique principalement, selon la Drees, par l'effet dit «de noria» : les nouveaux retraités, disposant de carrières plus favorables, perçoivent le plus souvent des montants de pension supérieurs à ceux des anciens retraités.

Par ailleurs, sous l'effet des réformes, l'âge moyen de départ à la retraite continue de reculer (61,7 ans). Entre les générations 1950 et 1954, la proportion de personnes retraitées à 60 ans est passée de 64 % à 28 %. Enfin, 3,5% des retraités, soit 480 000 personnes, ont cumulé leur retraite avec une activité.